

Délibération n° 2021-04-08/10

**Objet : Convention avec l'association Ecole taurine Pérolienne du Méjean – Exercice 2021 – Autorisation de signature**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU JEUDI 08 AVRIL 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi huit avril, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi deux avril 2021, s'est réuni à 9 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 28**

**Secrétaire de séance : Laurie BELTRA**

**Présents : Jean-Pierre RICO**

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LÉËNDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Laurie BELTRA - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Isabelle GIANIEL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST Bernadette CONTE-ARRANZ.

**Absente représentée : Pascale MARCHAL pouvoir à Laurie BELTRA**

**Absent excusé : Romain CASAS-MATEU**

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur Mario Marcou, adjoint délégué à la qualité de vie, au vivre ensemble, aux animations, et au rayonnement territorial, rapporte :**

L'association Ecole taurine pérolienne du Méjean agit dans l'intérêt local et dans le cadre de la politique d'animation et du maintien de la tradition camarguaise, en proposant l'apprentissage du raset et en organisant des courses camarguaises d'école taurine.

Pour aider l'association à mener à bien son action, il est proposé que la commune lui verse une subvention de 3 500,00 € qui sera votée dans le cadre du vote du budget primitif 2021.

Par ailleurs, en vertu de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) qui dispose que « *l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général* », il est proposé d'exonérer l'association de toute redevance d'occupation du domaine public.

Il convient que la commune conventionne avec l'École taurine pérolienne du Méjean pour répartir les interventions et actions des deux parties. Il est proposé de fixer la fin de la convention au 31 décembre 2021.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- ✦ Exonérer l'Ecole taurine pérolienne du Méjean de toute redevance d'occupation du domaine public pour son activité,
- ✦ Approuver le projet de convention 2021 entre la commune et l'association Ecole taurine pérolienne du Méjean tel qu'annexé à la présente délibération,
- ✦ Autoriser et mandater Monsieur le Maire pour sa signature ainsi que toute pièce y afférant.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 27

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 1 (P. Nivesse – Intéressée à l'affaire)

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 8 avril 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



*Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.*